



# *Revue de presse*

*Mardi 8 avril 2014*

Villa N°69 Lot Benhaddadi  
Chéraga - Alger  
Tél : 021 36 66 86  
Fax : 021 37 23 45  
<http://www.fce.dz>

# **SOMMAIRE**

<b>A la une .....</b>	<b>3</b>
• Abdelhak Lamiri, Economiste : L'inflation risque d'atteindre 20% en Algérie (L'Econews).....	3
• Promotion des exportations hors hydrocarbures: l'Algérie exposera dans 3 capitales africaines (APS) .....	4
• Foires de Tunisie, Côte d'Ivoire et Cameroun : Les opérateurs algériens rétifs (Horizons) .....	5
• Lancement prochain d'un programme national de promotion des industries de la pêche et de l'aquaculture .....	6
• PUBLICITÉ (APS) .....	6
• La SNVI va se doter d'une nouvelle fonderie de grande capacité (APS) .....	7
• Véhicules industriels et utilitaires : Le premier camion Mercedes-Benz «local» sortira ce mois (Le quotidien d'Oran).....	9
• L'industrie mécanique peine à démarrer en Algérie malgré des investissements massifs (Maghreb Emergent) .....	11
• Entreprenariat et défis de l'emploi : Création d'un forum de l'innovation et de la compétitivité (Horizons) .....	13
• L'Algérie, lanterne rouge dans un Maghreb qui étouffe la liberté économique (Maghreb Emergent) .....	14
• La formation au service de la production : L'exemple de Knauf Plâtres Algérie (Horizons) .....	16
<b>Finance/banque/Bourse .....</b>	<b>16</b>
<b>Commerce.....</b>	<b>17</b>
• Une chaîne de marchés couverts pour moderniser le secteur et absorber le chômage (APS).....	17
<b>Coopération .....</b>	<b>17</b>
<b>Veille.....</b>	<b>18</b>
• La Mégafusion des cimentiers Lafarge et Holcim, de bon augure pour Lafarge Algérie (Maghreb Emergent) .....	18
• MICROSOFT ALGÉRIE LANCE DEUX NOUVEAUX SYSTÈMES D'EXPLOITATION : Le Windows "8.1" et l'office "365" (L'Expression) .....	20

## A la une

### **Abdelhak Lamiri, Economiste : L'inflation risque d'atteindre 20% en Algérie (L'Econews)**



Les augmentations des salaires prévues en 2015 auront un impact énorme sur les équilibres économiques du pays, affirme l'économiste Abdelhak Lamiri dans cet entretien, paru dans les colonnes de L'Éco (n°86 / du 15 au 31 mars). Il a estimé que plus de 70% de la masse salariale du pays sera payée par la rente pétrolière, en qualifiant la politique salariale actuelle d'une jungle qui obéit à très peu de règles.

#### **L'Eco : Quelle lecture faites-vous de la politique salariale en Algérie?**

Abdelhak Lamiri: Il y a une jungle des salaires obéissant à très peu de règles et surtout déconnectée de la productivité des facteurs. Ce sont surtout des considérations politiques qui ont abouti à l'architecture actuelle. Il faut la réviser en fonction de paramètres plus économiques et en y consacrant une période transitoire. Des experts doivent plancher sur la question et nous offrir des alternatives de sortie de cette situation. La politique d'amélioration des salaires doit être engagée en corrélation avec la relance de la croissance économique et une meilleure productivité du tissu économique national.

#### **Selon vos dires, la maîtrise de la masse salariale est aujourd'hui incontournable compte tenu de son incidence sur l'économie nationale ?**

Il nous faut un plan de maîtrise de la masse salariale et agir sur deux aspects : améliorer l'efficacité économique et connecter au maximum les salaires aux paramètres économiques comme la productivité, les profits. Pour cela, il faudrait introduire des critères de performance dans les postes de travail des entreprises et faire en sorte que les primes de performance soient supérieures de 40% des rémunérations globales et l'impact sur les équilibres économiques serait énorme. En 2015, plus de 70% de la masse salariale du pays sera payée par la rente pétrolière. En cas de chute brutale des cours, les salaires seront payés surtout par la planche à billet et donc l'inflation.

#### **Pensez-vous que les entreprises soient en mesure de supporter les augmentations des salaires prévues pour 2015 ?**

L'article 87 Bis a été carrément supprimé. Mais il faut attendre 2015 pour que la masse salariale supplémentaire soit intégrée dans le budget. L'augmentation de la masse salariale sera entre 11% et 12%. C'est une décision qui reste inévitable du fait qu'on en a tellement parlé que des milliers de travailleurs souhaitent la voir appliquer, mais c'est aux pouvoirs publics de prendre des mesures nécessaires dans l'application de cette augmentation. Il faut aussi régler les détails techniques (nouvelle loi salariale). Disons que la majorité des entreprises peuvent maintenir un équilibre financier en améliorant les salaires mais entre 15 et 20% des entreprises auront des difficultés.

Il ne faut pas oublier que les entreprises peuvent répercuter les augmentations sur les prix. Celles qui ne le peuvent pas, vont se retourner vers le gouvernement pour plus d'appuis : réduire les cotisations sociales, par exemple. Il faut avouer que c'est une opération assez complexe. De nombreuses personnes ont peur d'aller vers cette abrogation. Il serait pour le moins très difficile au moment où la productivité des Algériens recule chaque année de 1%, de justifier une hausse des salaires.

### **Quel sera l'impact de ces augmentations sur l'inflation ?**

Les experts qui ont analysé la question parlent d'une augmentation moyenne des salaires de 15% par an ces sept dernières années. C'est un dérapage important, vu les performances économiques des entreprises. Pour cela, nous avons besoin d'une politique salariale qui intègre mieux les paramètres économiques. Alors, si les prochaines années, l'augmentation des salaires ne va pas produire une amélioration des performances des entreprises, deux choses vont se produire : les prix vont grimper et les importations vont boomer. Si l'État va vers une augmentation des salaires au moment où la productivité est stable, probablement nous aurons plus d'inflation qui peut augmenter jusqu'à 20% dans les quatre prochaines années.

### **Promotion des exportations hors hydrocarbures: l'Algérie exposera dans 3 capitales africaines (APS)**



L'Algérie a choisi trois villes africaines qu'elle estime "stratégiques" pour organiser, durant l'année en cours, des salons spécialisés visant à promouvoir la production nationale et à en faciliter la commercialisation et le positionnement sur le marché africain en plein essor, a indiqué, lundi à Alger, les organisateurs.

Le directeur général de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), Boukhalifa Khamanou, a souligné lors d'une journée d'information que ces manifestations seront organisées à Tunis, Abidjan (Côte d'Ivoire) et Yaoundé (Cameroun) compte tenu du rôle important de ces pays dans la région.

La première manifestation se déroulera du 9 au 15 juin dans la capitale de la Tunisie, considérée par l'Algérie comme un partenaire économique important et le point de transit des exportations algériennes vers d'autres pays tels que la Libye et l'Italie.

En 2013, les exportations de l'Algérie vers la Tunisie ont atteint près de 1,6 milliard de dollars alors que les importations étaient de l'ordre de 488,65 millions de dollars.

Hydrocarbures, produits sidérurgiques, certains matériaux de construction et produits agroalimentaires et agricoles ont constitué l'essentiel de ces exportations. Les importations concernaient le ciment et certains produits industriels.

Le deuxième salon sera organisé à Abidjan du 11 au 17 septembre.

M. Khamanou a estimé que l'Algérie comptait sur la Côte d'Ivoire pour investir le marché de l'Afrique de l'Ouest vu son poids au sein de l'Union économique et bancaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Les exportations de l'Algérie vers ce pays ont atteint 0,30 millions de dollars contre 141,65 millions d'importations en 2013.

Les produits agroalimentaires et les médicaments outre certains produits électriques ont constitué l'essentiel des exportations de l'Algérie vers ce pays. Les importations de la Côte d'Ivoire ont concerné le café, le cacao, le bois et certaines variétés de poisson.

Le dernier salon sera organisé dans la capitale camerounaise durant la deuxième quinzaine d'octobre prochain.

Le directeur d'Algex a appelé les différents opérateurs économiques à participer massivement à ces manifestations pour encourager et promouvoir la destination Algérie en général.

Ali Nasri Bey, président de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEA) a affirmé que l'ANEA œuvrera à sensibiliser les opérateurs sur l'importance de la participation à ces salons. Il a ajouté que l'Algérie était en mesure de commercialiser divers produits en Afrique notamment les textiles, les produits agroalimentaires et les produits électroménagers. Il a enfin appelé à la signature de conventions de partenariat en matière d'exportation avec les pays africains à l'instar de nombreux pays.

### **Foires de Tunisie, Côte d'Ivoire et Cameroun : Les opérateurs algériens rétifs (Horizons)**

Le directeur général de l'Algex, Khemenou, a reconnu, lors de la réunion de préparation des prochaines expositions du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et de la Tunisie, que beaucoup de difficultés sont rencontrées concernant la participation de nos entreprises à ces rendez-vous. « Nous éprouvons beaucoup de difficultés à réunir un nombre suffisant

d'opérateurs qui veulent y aller exposer leurs produits », a-t-il précisé. L'Algérie a au programme « quatre à cinq expositions dites spécifiques par an ». Il a fait savoir que pour les autres foires, il n'y a pas ce genre de problèmes. Il faut, selon M. Khemenou, « une vingtaine d'exposants » pour réussir ce type de manifestation à caractère économique. Trois régions importantes ont été retenues cette année pour le placement des produits algériens, à travers la Tunisie, où l'exposition est prévue en juin, le Cameroun et la Côte d'Ivoire (septembre-octobre). Le Cameroun occupe, dit-il, « une place importante en Afrique centrale avec la Cémac (Communauté économique de l'Afrique centrale) qui regroupe le Tchad, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Congo, la République centrafricaine, et un port aussi, ce qui peut faciliter la pénétration des produits algériens dans les pays limitrophes. Ce sont les mêmes avantages qui s'offrent à l'Algérie pour la Côte d'Ivoire qui dispose, elle aussi, d'une infrastructure portuaire et d'une place stratégique dans la Communauté économique des pays de l'Afrique de l'Ouest. Ce pays vient de sortir d'une instabilité suite à une crise politique et renoue avec la croissance. Quant à la Tunisie, c'est un peu le retour avec « un nouvel état d'esprit », précisera-t-il. La destination camerounaise a connu, cependant, « une déprogrammation continue et on espère qu'avec les engagements de ce pays qui était l'invité d'honneur de la dernière édition de la Foire internationale d'Alger, les opérateurs algériens trouveront désormais beaucoup d'opportunités », a déclaré l'attaché commercial à l'ambassade du Cameroun à Alger. Nasri Ali Bey, président de l'Association nationale des exportateurs algériens, a, lui aussi, confirmé ces difficultés, appelant les opérateurs algériens à « une forte participation » à ces rendez-vous par des « opérateurs professionnels ». Ces destinations sont régionales, dit-il, et le choix relève d'un comité national qui regroupe le ministère du Commerce, la Safex et d'autres organismes comme l'Agence de développement des investissements, la Cnan (transport maritime) et Air Algérie (transport aérien). Pourtant, des exportateurs connaissent déjà ce marché, à l'image de certains minotiers pour les pâtes, de Cevital pour le sucre. Toutefois, certains voudraient que les responsables chargés des marchés à l'export leur définissent, d'abord, « les besoins de ces pays pour voir quels produits on pourrait placer ». Un travail qui est « en train de se faire », rassure le PDG de l'Algex qui a appelé les opérateurs algériens à rester en contact avec l'Agence. Les échanges avec ces pays sont symboliques (0,37 million de dollars d'exportations algériennes vers le Cameroun), mais avec « la stabilité qui revient dans ces régions » et les besoins à satisfaire, beaucoup d'opportunités ne manqueront pas de s'offrir aux produits algériens pour ces mêmes marchés et les pays limitrophes.

**Lancement prochain d'un programme national de promotion des industries de la pêche et de l'aquaculture  
PUBLICITÉ (APS)**

Le ministre de la Pêche et des ressources halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, a annoncé, lundi à Chlef, le lancement au courant du 2ème semestre d'un programme national de promotion des industries de la pêche et de l'aquaculture.

Le programme concernera, a-t-il expliqué, lors d'une visite qu'il a effectuée dans la wilaya, la réhabilitation de 5 unités de transformation et la réalisation de 18 nouvelles unités de conservation de produits halieutiques

Les nouvelles entités économiques, prévues dans le cadre d'investissements privés, seront accompagnées par des mesures d'incitation en matière de bonification des taux d'intérêt, de réduction des droits de douanes sur la matière première et l'accès au foncier dans le cadre de la promotion des zones d'activités spécifiques à la pêche et à l'aquaculture, a-t-il précisé.

Dans ce contexte, le ministre a inauguré à Ténès (60 km au nord-ouest de Chlef) une unité de transformation des produits halieutiques. D'une capacité de 8 tonnes/ jour, cette unité spécialisée dans la conservation de la sardine emploie 80 travailleurs, selon les explications fournies au ministre.

Sur le site de la zone d'activité de l'aquaculture et de la pêche (ZAAP) de Sidi Abderrahmane, retenue pour la promotion de la filière aquacole, le ministre a procédé à la remise de 5 décisions d'autorisation préalable d'octroi d'une concession pour la création d'un établissement d'aquaculture en mer ouverte et à l'attribution de motocycles isothermes au profit de 10 jeunes bénéficiaires du dispositif de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angeme).

Auparavant, le ministre s'est enquis, au niveau de l'abri de pêche de Beni Houa, de la situation de cette infrastructure maritime et des conditions socioprofessionnelles de pêcheurs de la région.

### **La SNVI va se doter d'une nouvelle fonderie de grande capacité (APS)**

La Société nationale des véhicules industriels (SNVI) se dotera d'ici à trois ans d'une nouvelle fonderie d'une capacité de production annuelle de 18.000 tonnes, a indiqué lundi à Alger, le P-dg de cette société, Hamoud Tazerouti.

"La SNVI compte réaliser dans les trois prochaines années une nouvelle fonderie d'une capacité de production de 18.000 tonnes/an d'un coût d'investissement de 10 milliards de DA", a-t-il déclaré à l'APS.

Devant être implantée dans la zone industrielle de Rouiba (Alger), cette nouvelle fonderie doit fournir tous les bruts de fonderie et de forage (cadre châssis, réservoir à air et à carburant, équipement industriel tracté) à la société de production des camions et de bus Mercedes-Benz de Rouiba, filiale de la SNVI.

L'Algérie, le Fonds d'investissement émirati "Aabar" et l'allemand Daimler avaient signé en mars 2011 un accord de partenariat pour la création d'une société commune de fabrication de véhicules industriels.

L'accord a été signé pour la partie algérienne par les ministères de la Défense nationale, de l'Industrie, de la PME et la Promotion de l'investissement.

La société implantée sur le site de la SNVI à Rouiba, devra produire 8.500 véhicules industriels par an de marque Mercedes-Benz, et atteindra une capacité de production de 16.500 véhicules/an sur cinq ans.

Cette production est destinée "à la satisfaction des besoins du marché national", selon les termes de l'accord.

Le projet devra créer environ 3.500 emplois au titre de la relance des activités d'intégration et du développement de la sous-traitance.

Ce partenariat industriel sera accompagné, par ailleurs, d'une action soutenue d'intégration locale, notamment à travers la production des moteurs nécessaires à ces véhicules par le complexe de Oued Hamimine (Constantine), ainsi que la relance du réseau national de sous-traitance.

Il porte également sur le lancement d'importants programmes de formation professionnelle spécialisée à différents niveaux sur le site de la SNVI.

La nouvelle fonderie fournira également les bruts de fonderie à cette usine de production des moteurs Mercedes-Benz à Constantine et dont la SNVI n'est pas actionnaire, a ajouté M. Tazerouti.

L'usine de Constantine a été fondée en 2012 via une joint-venture entre trois partenaires à savoir Immo Constantine (filiale de la SGP-Equipag), la direction des fabrications militaires relevant du ministère de la défense nationale (DFM/MDN) et l'émirati Aabar pour une capacité de production de 16.500 moteurs/an et dont le démarrage de la production est prévu fin 2014, selon le P-DG de la SNVI.

Toutefois, la SNVI fournira l'unité de Constantine sans attendre la construction de la nouvelle fonderie qui viendra renforcer les capacités actuelles de l'entreprise, a-t-il tenu à préciser.

Implantée à Rouiba avec une capacité de production de 12.000 tonnes/an, l'ancienne fonderie doit bénéficier, à son tour, d'une opération de mise à niveau pour un montant de 3,5 milliards DA, a encore précisé M. Tazerouti.

### **La SNVI créera une société de distribution des produits Mercedes fabriqués en Algérie**

La société nationale des véhicules industriels (SNVI) créera prochainement avec d'autres partenaires une nouvelle société mixte de distribution en Algérie des produits Mercedes-Benz fabriqués localement, a annoncé lundi à Alger son P-DG, Hamoud Tazerouti.

"Nous allons créer, très prochainement, une nouvelle société de distribution des produits finis de la marque Mercedes-Benz fabriqués en Algérie", a indiqué M. Tazerouti à l'APS, ajoutant que les deux parties sont "en négociations" avec leurs partenaires pour la finalisation de ce projet.

Avec ce contrat, la SNVI deviendra le distributeur exclusif des produits de la marque allemande, fabriqués dans ses deux usines de Rouïba (Alger) et de Tiaret.

Les partenaires dans cette joint-venture seront la SNVI, la Direction des fabrications militaires relevant du ministère de la Défense nationale (DFM/MDN), Immo Constantine (filiale de la SGP-Equipag) et l'émirati Aabar, selon M. Tazerouti, qui précise que "la SNVI sera l'actionnaire majoritaire pour la partie algérienne".

Concernant les véhicules de la même marque importés, le premier responsable de la SNVI a indiqué que la nouvelle structure commerciale prendra en charge l'importation et la distribution, en exclusivité, "si un besoin est exprimé" en la matière.

Interrogé sur le capital de cette nouvelle société mixte, M. Tazerouti a affirmé que "rien n'est retenu pour l'instant". "Ce qui est sûr, c'est que cette société ne tardera pas à voir le jour", a-t-il assuré.

Le P-DG de la SNVI a précisé que la création de cette nouvelle société s'inscrivait dans le cadre du plan de développement stratégique du groupe.

La création de cette nouvelle société "va permettre aux sociétés de production de se concentrer sur leur activité (de production)", a-t-il dit, assurant que la distribution et le service après-vente de cette société sera "conformes aux normes de Daimler/Mercedes-Benz".

Par ailleurs, M. Tazerouti a évoqué l'éventualité d'intégrer la division commerciale de la SNVI dans la nouvelle société mixte.

Trois sociétés à capitaux mixtes ont été créées dans le cadre de la mise en oeuvre des protocoles d'accords algéro-émirati-allemands pour le développement de l'industrie mécanique nationale.

Il s'agit de la Société algérienne de production de poids lourds de marque Mercedes-Benz/SPA Rouïba, de la Société algérienne pour la fabrication de véhicules de marque Mercedes-Benz/SPA/Tiaret et d'une autre Société algérienne de fabrication de moteurs de marque allemande (Mercedes-Benz, Deutz et MTU) SPA/Oued Hamimime (Constantine).

### **Véhicules industriels et utilitaires : Le premier camion Mercedes-Benz «local» sortira ce mois (Le quotidien d'Oran)**

L'Etat va investir 93 milliards de DA pour la fabrication de véhicules industriels et utilitaires sous la marque Mercedes-Benz à Rouïba, avait indiqué le 22 octobre 2013 le ministre du Développement industriel et de la Promotion de l'investissement, Amara Benyouunès. Le premier camion Mercedes-Benz construit en Algérie sortira ainsi de l'usine de Rouïba courant avril 2014, a annoncé le PDG de la Société nationale des véhicules industriels (SNVI), Hamoud Tazerouti, à l'APS.

La Société de production des camions et de bus Mercedes-Benz au capital social de 103 millions d'euros, créée en 2012, est détenue à hauteur de

51% par la partie algérienne via la SNVI (34%) et le ministère de la Défense nationale (MDN 17%) et à 49% par l'émirati Aabar. Quant à l'allemand Daimler/Mercedes-Benz, il en est le partenaire technologique.

L'usine produira dans une première phase quelque 556 camions/an en 2014, pour atteindre d'ici à cinq ans 16.500 unités dont 15.000 camions de cinq modèles différents, 1.000 autobus (un seul modèle) et 500 minibus, précise son PDG. La SNVI prévoit, par la suite, de porter sa part de marché, de 20% actuellement, à 80% aux alentours de 2019. Quant au site d'Aïn Bouchekif, à Tiaret, M. Tazerouti a indiqué que le démarrage de la fabrication de la société de production de véhicules légers tout-terrain était programmé pour la fin de cette année. Cette usine, détenue à hauteur de 17% par la SNVI, 34% par le MDN et à 49% par l'émirati Aabar et dont Mercedes-Benz est également le partenaire technologique, devra produire 8.000 véhicules/an, dont 6.000 de type Sprinter et 2.000 de type Classe-G. M. Tazerouti a indiqué que la SNVI a procédé dernièrement à la récupération de la totalité des actions de l'unité carrosserie de Tiaret, qu'elle détenait de seulement 40% en partenariat avec le français BTK (60%). Et pour distribuer ces produits, la Société nationale des véhicules industriels (SNVI) créera prochainement, avec d'autres partenaires, une nouvelle société mixte, a annoncé Hamoud Tazerouti. «Nous allons créer, très prochainement, une nouvelle société de distribution des produits finis de la marque Mercedes-Benz fabriqués en Algérie», a déclaré M. Tazerouti. Parmi les partenaires dans cette joint-venture dont la SNVI est majoritaire pour la partie algérienne, on trouve la Direction des fabrications militaires relevant du ministère de la Défense nationale (DFM/MDN), Immo Constantine (filiale de la SGP-Equipag) et l'émirati Aabar. A travers ce contrat, la SNVI deviendra le distributeur exclusif des produits de la marque allemande, fabriqués dans ses deux usines de Rouïba et de Tiaret en respectant, tant au niveau de la distribution que du service après-vente, les normes de Daimler/Mercedes-Benz. Trois sociétés à capitaux mixtes ont été créées dans le cadre de la mise en œuvre des protocoles d'accords algéro-émirati-allemand pour le développement de l'industrie mécanique nationale. Il s'agit de la Société algérienne de production de poids lourds de marque Mercedes-Benz/SPA Rouïba, de la Société algérienne pour la fabrication de véhicules de marque Mercedes-Benz/SPA/Tiaret et d'une autre Société algérienne de fabrication de moteurs de marque allemande (Mercedes-Benz, Deutz et MTU) SPA/Oued Hamimime (Constantine). Quant aux objectifs du partenariat, c'est d'atteindre un taux d'intégration de 30% au cours des cinq premières années suivant le lancement de ces projets. Ce contrat permet également de sauver SNVI, en proie à de graves difficultés par le passé. Son PDG, quant à lui, estime que la création de cette nouvelle société mixte s'inscrit dans le cadre du plan de développement stratégique du groupe. Egalement dans le cadre de son plan de développement, la SNVI est en négociation «avancée» avec deux carrossiers autrichiens «homologués» par la firme allemande pour la fabrication en Algérie de cabines de chargement pour Mercedes-Benz. Rappelons qu'en 2013, la

SNVI a réalisé un chiffre d'affaires de 18,6 milliards de DA, en hausse de 8% par rapport à 2012.

Elle avait produit 1.515 camions, 467 véhicules de transport de personnes et 132 équipements tractés et carrosserie. Pour l'année 2014, la SNVI compte augmenter son chiffre d'affaires à 24,2 Mds de DA. Pour l'exportation, l'entreprise projette de se redéployer sur le marché africain avec notamment un contrat pour la commercialisation de la pièce de rechange vers le Niger.

### **L'industrie mécanique peine à démarrer en Algérie malgré des investissements massifs (Maghreb Emergent)**

L'Algérie investit massivement dans l'industrie mécanique, mais les résultats restent dérisoires par rapport aux besoins du pays.

A côté du projet phare Renault à Oued Tlelat (Oran), qui devrait produire au rythme de 25.000 véhicules par an dès cette année, pour passer ensuite à 150.000, un tissu industriel s'installe laborieusement, sans pour autant permettre l'émergence d'un label algérien. Il s'agit essentiellement de projets menés par des entreprises publiques, en partenariat avec de grandes firmes étrangères. Certains sont très avancés. A Tiaret, un projet pour fabriquer des engins est sur le point d'entrer en production, selon le PDG de la holding publique « SGP mécanique » Mustapha Dehimi. Deux accords conclus avec la firme Mercedes devraient permettre de produire 16.500 camions et autocars par an pour le premier, et 25.000 moteurs pour le second.

Avec la firme Massey Ferguson, le holding public s'est lancé dans un projet pour fabriquer 5.000 tracteurs par an, avant de monter à 10.000. D'autres projets de moindre importance, pour fabriquer des moissonneuses batteuses (1.000 par an), des engins de travaux publics, ont été également lancés.

#### **Renault, projet phare**

Selon M. Dehimi, « toutes les échéances ont été respectées », en matière de réalisation, de formation, d'investissement et de préparation du personnel. Pour le projet Renault d'Oran, le premier véhicule devrait sortir d'usine en novembre prochain. A terme, la production montera en cadence pour atteindre 75.000 puis 150.000 dans une troisième étape. La gamme de véhicules produits sera élargie progressivement, pour quatre modèles, parallèlement au grand défi auquel sera confrontée l'industrie mécanique algérienne, le lancement d'un véritable réseau de sous-traitance.

Celle-ci est d'ailleurs considérée comme un défi majeur pour le secteur, selon un économiste. « Elle est à la portée d'entreprises de taille modeste », elle crée beaucoup d'emplois indirects, et elle permet « un transfert de savoir-faire, à défaut de transfert de technologie », dit-il. La partie algérienne table sur un taux d'intégration de 42% au sein de l'usine

Renault quand celle-ci produira 75.000 véhicules. Mais au moment du démarrage, seules quatre pièces fabriquées en Algérie seront utilisées. Ce qui n'empêche pas M. Dehmi d'affirmer que « c'est une performance », et qui montre tout le décalage qui sépare encore les managers algériens de ceux qui font l'actualité mondiale.

Pourtant, les responsables algériens affirment haut et fort qu'il est possible d'aller très rapidement à un taux de 20% d'intégration pour l'usine Renault. Selon eux, tout ce qui est plastic, verre et câbles devrait être rapidement fabriqué localement. « A condition que les fabricants algériens répondent aux normes requises, ce qui n'est pas acquis ».

### **Seules les entreprises publiques**

Le marché de la production est dominé par quatre grands opérateurs, tous portés par l'investissement public, selon M. Dehimi. Aux côtés de la holding publique SG mécanique, qui regroupe une quarantaine d'entreprises, on retrouve la SNVI Rouiba, maintenue en vie vaille que vaille malgré ses déficits abyssaux, la société mixte montée en partenariat avec Renault, et une chaîne de sous-traitants, près de 500, dont beaucoup n'ont toutefois pas atteint le standard requis.

L'explosion du marché automobile, qui a atteint 560.000 véhicules importés en 2012, avant de se contracter en 2013, a alarmé le gouvernement, qui a décidé de relancer les investissements dans le secteur. Mais le privé ne suit pas. L'effort est donc porté essentiellement par les entreprises publiques. La SGP Mécanique a ainsi investi 41 milliards de dinars, dont près de la moitié sont déjà engagés. Le chiffre d'affaires des entreprises relevant de son portefeuille est passé de 17 milliards de dinars (170 millions d'euros) en 2009 à 52 milliards en 2013 (520 millions d'euros). Il devrait franchir la barre des 100 milliards de dinars (un milliard d'euros) en 2016. Malgré ces montants, les entreprises publiques ne devraient entrer sur le marché des véhicules légers qu'au début de l'année prochaine. Leur part globale devrait rester très modeste. Mais c'est surtout leur modèle économique qui inquiète, car leur capacité à être concurrentielle n'est pas évidente.

### **Une marge étroite pour l'industrie algérienne**

L'Algérie peut encore se lancer dans l'industrie automobile. Mais les choix sont restreints, affirme un ancien ministre de l'industrie

Comment mettre un pied dans le difficile marché de l'industrie automobile ? Un ancien ministre, très critique envers la démarche adoptée avec l'usine Renault d'Oran, affirme que plusieurs démarches sont possibles. L'Algérie peut développer « une stratégie maghrébine », en entrant en partenariat avec les entreprises marocaines et tunisiennes, pour « aborder ensemble marchés, capitaux, et intégration ». En ligne de mire, « une perspective d'ouverture africaine sur le produit bon marché ». L'Algérie apporterait ce qu'elle possède : des capitaux, une petite expérience dans la fabrication d'engins et camions, une main d'œuvre formée, une énergie bon marché, et un marché.

Elle peut aussi se lancer dans la production de véhicules « très bon marché, d'au moins 30% inférieure » au produit Renault qui sortira de l'usine d'Oran, pour des caractéristiques similaires. Ce type de véhicule peut être produit Algérie, et distribué au Maghreb et en Afrique, en partenariat avec des Chinois, des Sud-Coréens ou des Indiens, qui connaissent bien ce créneau. Ces choix, palliatifs, peuvent être envisagés après l'abandon de l'option la plus prometteuse définie lors de l'ouverture du marché algérien, il y a vingt ans. Le deal proposé alors aux constructeurs automobiles était d'accéder au marché algérien, en contrepartie de la fabrication locale d'une partie des pièces pour leurs besoins. Beaucoup de constructeurs étaient disposés à jouer le jeu, pour avoir le droit d'entrer sur un marché en pleine expansion, encore contrôlé par l'Algérie.

Mais aujourd'hui, « la capacité de négociation de l'Algérie a fortement diminué », note un économiste, qui rappelle la phrase prononcée en mai 2012 sur le ton de la moquerie par l'ancien premier ministre Ahmed Ouyahia, encore en poste à ce moment-là : « il paraît qu'il y a un projet » en négociation avec Renault ». Ahmed Ouyahia est revenu aux affaires, mais rien n'a changé. Ces choix que peut envisager l'Algérie ont un préalable : définir des choix économiques et industriels, et les assumer.

### **Entreprenariat et défis de l'emploi : Création d'un forum de l'innovation et de la compétitivité (Horizons)**



le forum va encourager et accompagner l'innovation-entreprise et développer des partenariats stratégiques avec les étrangers. Comme il ambitionne de créer 1.050.000 entreprises innovantes en 7 ans (2018-2025) à travers tous les secteurs névralgiques de l'économie, la transformation technologique et économique dans le Sud, la satisfaction de la demande locale et l'exportation de son expertise.

L'avenir de l'entreprenariat et les défis de l'emploi ont été au cœur d'une conférence de presse organisée, hier, à Alger par CPM Consulting, sous le haut patronage du ministère du Développement industriel et de la Promotion de l'investissement. Elle s'est tenue en prévision du deuxième Salon national de l'entrepreneur local 2014 (SNEL) qu'abritera Oran les 15, 16 et 17 avril. La rencontre s'est voulue de sensibilisation et d'information. Mustapha Rahmani, président du comité national d'organisation du SNEL, a profité de l'occasion pour annoncer la création d'un forum national de l'innovation et de la compétitivité. CPM Consulting a mené des recherches dans plusieurs secteurs économiques pendant plus

de six ans. Après avoir organisé diverses manifestations économiques et professionnelles autour de l'aide et de l'assistance aux porteurs de projets innovants et accompagné des PME en quête de mise à niveau, il a franchi un nouveau pas en créant la première organisation nationale, Future ONG en l'occurrence. Celle-ci a été constituée suite à des consultations avec divers experts dans l'entrepreneuriat et la compétitivité. Son but est de créer les conditions d'une participation rationnelle et pragmatique à l'édification de la nouvelle économie algérienne basée sur la mobilisation de tous les secteurs. Le but de ce forum est la mobilisation stratégique et systématique de l'ensemble des universités algériennes derrière les programmes et plans d'action publics et privés de création et de développement d'entreprises durables, de développement des études stratégiques sectorielles dans toutes les régions du pays dans le but de créer des bases de données réelles sur les attentes sociales et les enjeux stratégiques de l'entrepreneuriat. La création du centre national d'études et sondages spécifiques dans le cadre de l'entrepreneuriat universitaire, l'instauration du module entrepreneuriat dans les universités et les lycées et l'encouragement des étudiants brillants en organisant à leur profit des stages d'entreprise et des concours à travers le territoire national figurent dans son programme. On cite aussi le développement des études de marketing approfondies sur les besoins réels de l'économie algérienne pour les 20 ans à venir, l'orientation de l'intérêt des pouvoirs publics vers les ressources humaines algériennes fiables et la création de ponts d'excellence professionnelle. L'accompagnement et l'assistance des dispositifs d'aide à la création d'entreprises en Algérie avec des solutions stratégiques en matière d'emploi et création de PME, la participation à la mise à niveau et l'accompagnement des entreprises et micro-entreprises, la création d'entreprises excellentes (projets de recherche scientifique). Enfin, le forum va encourager et accompagner l'innovation-entreprise et développer des partenariats stratégiques avec les étrangers. Comme il ambitionne de créer 1.050.000 entreprises innovantes en 7 ans (2018-2025) à travers tous les secteurs névralgiques de l'économie, la transformation technologique et économique dans le Sud, la satisfaction de la demande locale et l'exportation de son expertise.

### **L'Algérie, lanterne rouge dans un Maghreb qui étouffe la liberté économique (Maghreb Emergent)**

La liberté économique – droit pour chaque être humain de travailler, produire, posséder et investir où et quand il le souhaite – n'existe absolument pas dans les pays du Maghreb. C'est l'un des enseignements que l'on peut tirer de l'étude du classement établi par la Heritage Foundation, un think tank basé à Washington, et le Wall Street Journal.

En effet, la dernière livraison de « l'index of economic freedom » (index de la liberté économique), la vingtième depuis sa création, place l'Algérie (146ème), le Maroc (103ème) et la Tunisie (109ème) dans la dernière catégorie, celle des « mostly unfree » (absence presque générale de

liberté économique). A titre indicatif, les six premiers pays, ceux qui jouissent d'une « liberté économique totale » sont, par ordre décroissant, Hong Kong, Singapour, l'Australie, la Suisse, la Nouvelle Zélande et le Canada. A l'opposé, parmi les derniers, là où la liberté économique est « réprimée », on trouve l'Iran (173ème), le Venezuela (175ème), le Zimbabwe (176ème) et, bonne dernière, la Corée du Nord (178ème). En examinant le classement, sachant que l'Égypte est 135ème, la Mauritanie 134ème et que la Libye n'est même pas classée, la première conclusion qui vient est que le Maghreb, au sens géographique large, est la zone économique la moins libre dans le monde. En effet, chaque région du monde a, au moins, un champion à l'image de l'île Maurice (8ème) ou du Botswana (27ème) pour l'Afrique subsaharienne tandis que Bahrein (13ème), les Emirats arabes unis (28ème) et le Qatar (30ème) confirment que le Golfe est une région où la liberté économique est bien plus avancée que celle concernant les droits politiques et sociaux. En clair, le Maghreb est donc à la traîne. Une donnée d'importance car ce genre de classement n'est jamais anodin ou neutre. Il circule dans les institutions financières internationales et sert parfois de facteur de référence pour les prises de décision en matière d'investissement pour les états-majors des multinationales. Certes, il est nécessaire de préciser que la Heritage Foundation n'est pas ce que l'on pourrait appeler une institution progressiste. Bien au contraire, il s'agit de l'un des hérauts mondiaux du conservatisme néolibéral (ce fut l'un des fervents soutiens des politiques de dérégulation de Ronald Reagan). De même, le Wall Street Journal, quotidien des affaires, est bien plus droitier, voire réactionnaire (dans ses éditoriaux et pages d'opinion), que son principal concurrent global, le Financial Times.

### **Un jugement sévère sur l'Algérie**

Pour autant, il ne faut pas commettre l'erreur de minimiser l'importance de ce classement. Basé sur un indice composite, il prend en compte le degré d'ouverture de l'économie, le poids de la fiscalité, l'efficacité de la régulation et la qualité de l'environnement des affaires. Concernant l'Algérie, le jugement est très sévère, le pays étant l'avant-dernier de la zone Proche-Orient et Afrique du nord (MENA) puisque seul l'Iran fait moins bien. Selon le document, l'Algérie enregistre l'un des plus importants reculs dans ce classement et si cette tendance se maintient, il pourrait même passer en catégorie « liberté économique réprimée ». The Heritage Foundation, dont les experts planchent déjà sur l'après-Obama en matière de programme économique, pointe l'absence de réformes économiques d'envergure et la hausse continue de dépenses publiques pour, notamment, garantir la paix sociale. Autre motif de critique, la trop forte dépendance aux hydrocarbures et les difficultés rencontrées par les investisseurs étrangers pour s'installer. Deux autres éléments négatifs sont avancés : la faiblesse du marché des capitaux (à peine 1% du Produit intérieur brut) et la fameuse loi du 49/51 qui impose à tout opérateur étranger de demeurer minoritaire dans le capital d'une entreprise créée en Algérie.

### **Pas flatteur pour le Maroc**

Concernant la Tunisie (dont on notera qu'elle fait mieux que l'Algérie malgré sa situation politique incertaine), l'étude rappelle qu'il fut un temps où l'environnement économique était considéré comme « généralement libre ». Parmi les facteurs négatifs, sont cités l'alourdissement de la fiscalité des entreprises et la hausse des dépenses publiques. De même, les entraves au commerce extérieur ainsi qu'un durcissement de la législation du travail sont jugés comme des handicaps ayant entamé l'apport positif des réformes mises en place par le gouvernement de transition dans les domaines de l'amélioration de l'environnement des affaires et de la conduite de la politique monétaire. La Heritage Foundation salue tout de même un léger mieux en ce qui concerne la lutte contre la corruption. Comme pour l'Algérie et la Tunisie, les commentaires concernant le Maroc ne sont guère flatteurs, ce pays ayant lui aussi fortement régressé dans le classement. Gains jugés modestes après la mise en place de réformes, système judiciaire handicapant pour les acteurs économiques (notamment en ce qui concerne le manque d'application concrète des décisions de justice), législation contraignante pour les investisseurs étrangers cela sans oublier une corruption jugée omniprésente. Une chose est certaine, en citant ces points noirs, la fondation conservatrice et le Wall Street Journal ne se laissent pas convaincre par les efforts de communication déployés par les autorités marocaines au sujet de l'émergence économique du royaume.

### **La formation au service de la production : L'exemple de Knauf Plâtres Algérie (Horizons)**

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a visité l'entreprise de Knauf Plâtres Algérie, située à Benfreha, à l'est d'Oran. Bedoui Nourredine s'est rendu dans le centre de formation et de développement de l'entreprise qui contribue au transfert de technologie et de savoir-faire au profit de ses stagiaires algériens. Depuis sa création en 2008, ce centre, d'une capacité de formation de 700 stagiaires dans les métiers du plâtre, a formé quelque 5.300 stagiaires qu'il a versés sur le terrain du travail. « Certains, dira son responsable, sont arrivés à créer leur propre entreprise par le biais des dispositifs d'aide aux jeunes (Ansej, Angem) ou avec notre aide. Il y en a même qui se sont convertis dans la formation. Pour nous, c'est un partenariat gagnant pour les deux côtés. » L'entreprise Knauf Plâtres Algérie produit quelque 3 millions de tonnes de plâtre annuellement pour les besoins du marché national et plus de 5 millions de tonnes destinées à l'exportation. Les responsables envisagent de créer un autre centre à Alger dans les prochains mois.

### **Finance/banque/Bourse**

## Commerce

### **Une chaîne de marchés couverts pour moderniser le secteur et absorber le chômage (APS)**

#### PUBLICITÉ

La réalisation d'une chaîne de marchés couverts à travers le territoire national s'inscrit dans le cadre de la modernisation du secteur et des efforts visant l'absorption du chômage, a déclaré lundi à Bougtob (El-Bayadh), le ministre du Commerce, M. Mustapha Benbada.

"Ces structures commerciales créées par l'État à travers les différentes régions du pays visent aussi bien la modernisation du secteur que la lutte contre le commerce informel et la consolidation des efforts pour l'absorption du chômage", a indiqué le ministre, lors de l'inauguration du marché couvert de la ville, au deuxième jour de sa visite dans la wilaya d'El-Bayadh.

M. Benbada a souligné que ces espaces commerciaux ont permis de regrouper, grâce aux moyens mobilisés pour assurer une pratique commerciale durable et dans de bonnes conditions, un grand nombre de jeunes activant dans le commerce informel.

Il a, à ce titre, appelé les acteurs du secteur privé à "investir dans les structures commerciales de gros et de détails", en rappelant que l'État accorde toutes les facilités d'investissement dans ce créneau.

Présidant une réunion en présence des cadres locaux du secteur, M. Benbada a souligné que l'État a adopté une stratégie de modernisation du secteur et a mobilisé les moyens matériels nécessaires pour développer le secteur, avec la conjugaison des efforts de tous.

Le ministre a, lors d'une remise de titres d'attribution de 40 locaux commerciaux au niveau du marché couvert de la commune de Bougtob, convié les bénéficiaires à préserver ces biens et à œuvrer à leur bonne gestion.

Il a, en outre, insisté sur "la nécessaire complémentarité des différents segments économiques, l'agriculture et le commerce notamment", avant de rappeler que le projet d'abattoir régional des viandes rouges de Bougtob est appelé à influencer positivement sur la régulation des prix des viandes à travers les wilayas de l'Ouest et du Sud-ouest du pays.

Le ministre du commerce avait, lors de la première journée de sa visite de travail, inspecté à El Bayadh une série de structures relevant de son secteur.

## Coopération

Assemblées annuelles des institutions financières arabes : Djoudi aujourd'hui à Tunis (Horizons)

Le ministre des Finances, Karim Djoudi, participera, aujourd'hui, à Tunis, aux travaux des réunions des assemblées annuelles des institutions

financières arabes, a indiqué, hier, le ministère dans un communiqué. Ces réunions regrouperont notamment le Fonds arabe de développement économique et social (Fades), le Fonds monétaire arabe (FMA), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (Badea), l'Organisme arabe d'investissement et de développement agricole (OAIDA) et l'Organisme arabe pour la garantie des investissements et des crédits aux exportations (Oagice). En marge de ces Assemblées, Djoudi présidera la 5e réunion du conseil des ministres arabes des Finances, de même qu'il prendra part à la 4e réunion du conseil de supervision du compte spécial pour le financement des projets de la PME du secteur privé dans les pays arabes, a-t-on ajouté. La création de ces deux organismes avait été décidée lors du sommet des chefs d'Etat arabes sur le développement économique et social, tenu, les 19 et 20 janvier 2009, au Koweït, est-il rappelé. Djoudi rencontrera au cours de son séjour à Tunis plusieurs de ses homologues arabes ainsi que des responsables d'institutions financières internationales et régionales, a conclu le ministère

### Veille

#### **La Mégafusion des cimentiers Lafarge et Holcim, de bon augure pour Lafarge Algérie (Maghreb Emergent)**

Une mégafusion bouclée en un éclair de temps. Le ciment tient son géant mondial avec le rapprochement entre Lafarge et Holcim, annoncé officiellement ce lundi à Paris. Lafarge tient 40% d'un marché algérien en pleine croissance. Eclairage.

Les deux leaders mondiaux du ciment, respectivement le suisse HOLCIM et le français LAFARGE ont convenu des termes d'une fusion entre égaux, qui va propulser les deux géants européens au sommet de l'industrie mondiale du ciment, avec un chiffre d'affaires global qui dépassera les 50 milliards de dollars/an. Du gagnant-gagnant à priori pour les deux groupes "afin de mieux faire face à un contexte de crise et d'après-crise" qui a vu la consommation mondiale baisser sans jamais retrouver son niveau d'avant 2008, la cherté des prix de l'énergie et l'amélioration de la notation crédit de l'enseigne française du ciment sont les autres avantages de cette fusion, soutiennent les analystes. Bruno Laffont le président de Lafarge qui sera aux manettes du nouveau groupe a parlé ce lundi matin à Paris d'une forte synergie qui feront baisser les coûts fixes et variables de la nouvelle entité Lafarge Holcim. Les places boursières ont bien accueilli ce rapprochement négocié et décidé en moins de trois mois. Il permet notamment au groupe Lafarge, en butte à un endettement gênant pour sa croissance dans le monde, d'améliorer sa structure de capital grâce à Holcim.

### **Pas de droit de préemption à priori**

La complémentarité géographique est un des principaux atouts de la fusion, Lafarge et Holcim ne sont réellement en concurrence que dans une poignée d'une dizaine de pays matures parmi les 90 pays où le nouveau groupe se retrouve présent. Il ne devrait pas donc y avoir de conséquences néfastes pour l'emploi en Algérie où Lafarge opère seul. Une situation similaire à celle de la fusion entre les deux leaders mondiaux de la sidérurgie Arcelor et Mittal. Toutefois, à Alger, les téléphones ont sonné à l'annonce spectaculaire de cette mégafusion pour rappeler combien la législation algérienne était en décalage avec ce type d'opération, avec notamment la disposition sur "le droit de préemption" introduite par Ahmed Ouyahia dans la loi de finances complémentaire de 2009. Il faut rappeler ici que c'est suite à l'acquisition sur la bourse du Caire-en décembre 2007-de la filiale ciment du groupe égyptien ORASCOM, que Lafarge est entrée en Algérie, après plusieurs tentatives directes avortées, essuyant la colère des autorités algériennes.

### **Pas de changement de propriétaire pour Lafarge Algérie**

L'offre publique d'échange d'action que va faire, au terme de l'accord de fusion, Holcim aux actionnaires de Lafarge, ne devrait pas constituer "un changement de propriétaires des actifs de Lafarge Algérie", la filiale locale du groupe français, a affirmé à Maghreb Emergent un expert financier proche du dossier Vimpelcom-Orascom, autre affaire où "le droit de préemption" en faveur de l'Etat algérien s'est avéré inopérant. Six années après son "retour" en Algérie, le groupe français Lafarge est bien implanté avec ses deux usines de Msila et de Oggaz (wilaya de Mascara) et son partenariat avec Groupement industriel des ciments d'Algérie, (GICA, groupe public). Sa production annuelle est estimée à 7 millions de tonnes/an, ce qui représente plus de 40% de parts de marché, contre près 60% de pour GICA. Lafarge Algérie a pu s'adosser à un contexte favorable, avec un marché des BTP dont la demande croit de 8% en moyenne depuis 2006. Le marché algérien du ciment, estimé à 22 millions de tonnes en 2013 n'est pas totalement couvert par la production nationale. GICA importe 3 millions de tonnes/an manquant à l'appel, face à une demande nationale dopée par l'essor des projets immobiliers et les grandes infrastructures publiques. Une demande qui devrait atteindre les 30 millions de tonnes de besoin en ciment à la fin de la décennie.

### **Un gros renfort pour Lafarge Algérie**

Même si elle ne devrait pas apporter de grands chamboulements dans le fonctionnement de sa filiale algérienne, vu la forte complémentarité géographique hors-Europe des deux géants et les nombreuses synergies qu'ils partagent, cette nouvelle de la fusion Lafarge et Holcim devrait être bien accueillie par les propriétaires des usines de Oggaz et Msila, en butte ces dernières semaines à une grève de la faim de 16 ex-employés qui n'a pas su trouver son dénouement depuis le 09 mars. Lafarge Algérie va pouvoir, dans le nouveau groupe effectif en 2015, compter sur un allié de poids ainsi que sur plus de ressources financières et techniques dans le

cadre de la politique de croissance du groupe en Algérie. Le groupe Lafarge n'a cependant pas attendu son rapprochement avec son concurrent Holcim pour aller à la rencontre de la demande croissante sur le marché de sa filiale algérienne.

### **Nouvelle usine avec un investisseur privé**

Un partenariat a été signé en 2012 avec l'homme d'affaire Abdenour Souakri, pour la réalisation d'une usine d'une capacité de 2.7 millions de tonnes/an à Biskra, opérationnelle en 2015. Une croissance de marché qu'il n'est pas le seul acteur à anticiper comme le montre notamment l'arrivée en 2014 des sud-africains de la Pretoria Portland Cement Company en joint-venture avec l'algérien SASACE, spécialisé dans l'emballage de matériaux et qui cherche à se diversifier vers l'amont. Leur association donnera naissance en 2016 à une cimenterie à Meghra pour un investissement de 28 milliards de dinars. L'Algérie a vocation de devenir excédentaire dans la production de matériaux de construction dans quatre à cinq ans estiment les acteurs du secteur. La présence dans son économie du futur numéro mondial Lafarge-Holcim paraît alors comme un atout pour ajouter rapidement les exportations à l'objectif d'autosatisfaction.

### **MICROSOFT ALGÉRIE LANCE DEUX NOUVEAUX SYSTÈMES D'EXPLOITATION : Le Windows "8.1" et l'office "365" (L'Expression)**

L'entreprise Microsoft-Algérie vient de lancer, hier à Alger, deux nouveaux produits de haute technologie. Il s'agit des systèmes d'exploitation, «Windows - nouvelle version» dénommé «8.1» qui ne s'applique uniquement qu'aux téléphones mobile et aux tablettes, déjà lancé il y a un an, et de l'office «365», lequel est destiné essentiellement aux entreprises moyennes pour accroître leurs performances en gestion informatique. «Ré-imaginer l'entreprise» avec les solutions Microsoft, tel a été l'un des thèmes retenus par les programmeurs de ces deux journées d'information organisées par Microsoft-Algérie qui active sous la houlette de son directeur général, Mourad Naït Abdesselam. Différentes options ont été proposées par les animateurs-conférenciers lors des présentations techniques de haut niveau. Du reste, un cadre gouvernemental, versé dans l'informatique, approché par L'Expression, nous a confié que «ces nouvelles techniques ne s'adressent en fait qu'aux grandes entreprises gérées par des capitaines d'industrie au diapason des grandes multinationales internationales». Un conférencier s'est étalé sur le «Cloud», privé et public, selon Microsoft, en invitant les responsables de l'informatique de choisir leur «Cloud». Quatre modèles de déploiement existent parmi lesquels le «Cloud Hybride» privé qui n'est même pas encore parvenu en Europe. Un conférencier de Microsoft Algérie a indiqué que le «Cloud hybride» est une solution Microsoft Azure, en mettant en avant les nouvelles fonctions de Windows Server indiquant que pour sa mise en oeuvre, 35.000 instances

de serveurs ont été déployées avec 65% de virtualisation. Le système de gestion de bases de données «Oracle» a été également expliqué aux nombreux informaticiens présents dans la salle. A propos du volet formation, il a été indiqué que «400 primo demandeurs d'emploi l'ont bénéficié d'une formation cette année en partenariat avec l'Agence nationale de l'emploi (Anem). La deuxième session de cette formation sera lancée incessamment alors que l' «IP» option nouvelle sera lancé dès aujourd'hui. L'on a appris aussi que huit écoles, comme déjà annoncé, il y a un an, ont été mises à la disposition d'enfants désireux apprendre les techniques de l'informatique. Une action similaire est en cours pour équiper les hôpitaux d'ordinateurs destinés aux enfants malades de ces établissements. Dans ce secteur, l'Algérie a tout de même réalisé des performances comme celle d'être classée 3ème en Russie à la finale 2013 qui s'est déroulée en juin et juillet alors que la finale algérienne devra se dérouler en Algérie en mai prochain. Déployant des actions vers des partenaires ciblés d'une façon particulière et d'autres en général est la feuille de route de Microsoft qui a lancé une «caravane numérique» à travers les chefs-lieux de wilaya afin de «porter cette nouvelle technologie au niveau des pays développés par le biais d'actions de collaboration, de coopération et d'innovation.»